

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 4 MAI 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 4 mai 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
67	14	0

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 23/05/078

**DELEGATIONS DU CONSEIL
METROPOLITAIN AU
PRESIDENT ET AU BUREAU**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINKIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, M. Philippe LEROY ayant donné pouvoir à M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI.

Séance Publique du 4 mai 2023

N° D' O R D R E : 23/05/078

**O B J E T : DELEGATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN AU
PRESIDENT ET AU BUREAU**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que conformément à l'article L 5211-10 du CGCT, le Conseil Métropolitain peut déléguer une partie de ses attributions au Président et au Bureau, à l'exception des suivantes :

- le vote du budget, institution et fixation des taux ou tarifs et taxes ou redevances ;
- l'approbation du compte administratif ;
- les dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612-5 CGCT ;
- les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- la délégation de la gestion d'un service public ;
- les dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour assurer une meilleure efficacité dans le fonctionnement de la Métropole, notamment au regard du nombre important d'actes en la matière et de la nécessité de traiter les affaires dans un délai raisonnable, que le Conseil Métropolitain délègue certaines de ses attributions au Président et au Bureau Métropolitain,

CONSIDERANT que lors de chaque réunion du Conseil métropolitain, le Président devra rendre compte des décisions prises par délégation,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DELEGUER à Monsieur le Président de la Métropole, jusqu'à la fin de son mandat, l'ensemble des attributions suivantes :

1. En matière patrimoniale et domaniale :

1.1/ Arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Métropole utilisées par les services métropolitains.

1.2/ Donner en location, mettre à disposition les biens meubles ou immeubles appartenant ou mis à disposition de la Métropole, pour une durée maximale de 12 ans, et décider d'y mettre fin.

Les actes entrant dans le champ de la présente délégation peuvent revêtir un caractère unilatéral (autorisation d'occupation ou d'utilisation) ou conventionnels (contrat de mise à disposition, convention d'occupation temporaire, bail, etc.) et porter sur des biens du domaine public ou privé de la collectivité.

Les actes conclus sur la base de cette délégation peuvent être assortis de droits réels et/ou s'inscrire dans un régime légal d'ordre public (bail d'habitation, bail commercial, bail rural, etc.).

1.3/ Décider de la mise à disposition gratuite des biens métropolitains au bénéfice d'œuvre d'intérêt général ou à but non lucratif. Cette délégation autorise également le Président à résilier ou rapporter les mises à disposition accordées.

1.4/ Décider de la réforme et/ou de la cession de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 20.000 euros.

1.5/ Consentir des dons de biens mobiliers dont la valeur unitaire est inférieure à 10.000 euros ou est totalement amortie, dans un but d'intérêt général et notamment à des associations à but non lucratif ou d'autres collectivités publiques.

1.6/ Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

1.7/ Procéder aux acquisitions foncières à titre gracieux ou à l'euro symbolique.

1.8/ Dispenser des formalités de purge des privilèges et hypothèques à l'occasion d'acquisitions d'immeubles selon les conditions prévues à l'article R2241-5 CGCT.

2. En matière financière :

2.1/ Procéder, dans la limite des crédits ouverts, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Cette délégation porte sur des contrats d'emprunt dont les caractéristiques peuvent comprendre :

- Un différé d'amortissement,
- La faculté de passage d'un taux fixe à un taux variable (et réciproquement) autant de fois que nécessaire durant la durée de vie du prêt,
- La faculté de souscrire en devise étrangère,
- La faculté de recourir à tout type d'index habituellement pratiqué sur les marchés financiers,
- La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, de procéder à des tirages échelonnés, de procéder à des remboursements anticipés et de consolidation ainsi que la faculté de remboursements et de retirages multiples en infra-annuels,
- La faculté de renégocier le prêt en cours de vie et notamment d'allonger la durée du prêt, de modifier la périodicité, les dates d'échéance et le profil du remboursement.

2.2/ Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et l'article L. 2221-5-1 CGCT, sous réserve des dispositions du c de ce même article et de passer à cet effet les actes nécessaires :

Cette délégation porte, quel que soit leur montant, sur les fonds provenant :

- de libéralités ;
- de l'aliénation d'un élément du patrimoine ;
- d'emprunt dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de TPM ;
- de recettes exceptionnelles dont la liste est fixée à l'article R 1618-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces fonds ne peuvent être placés que sur les produits financiers suivants :

- Les titres, libellés en euros, émis ou garantis par les états membres de la Communauté Européenne ou par les autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen ;
- Les parts ou actions, libellés en euros, d'organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) composés de titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou par les autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen ;
- Un compte à terme ouvert exclusivement auprès de l'Etat.

La durée du placement est limitée à 24 mois.

2.3/ Réaliser les lignes de trésorerie pour un montant maximum de 50 millions d'euros (correspondant aux mouvements de fonds sur environ deux semaines)

2.4/ Créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services métropolitains.

2.5/ Procéder à des virements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, conformément aux dispositions de l'article L.5217-10-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2.6/ Prendre toute mesure concernant le remboursement des frais exposés par les élus, les agents de la Métropole ou les collaborateurs occasionnels dans le cadre d'un mandat spécial ou dans le cadre des missions qu'ils exercent dans les conditions prévues par la loi et dans le cadre du budget voté.

2.7/ Allouer les avances de trésorerie du budget général aux budgets annexes dans la limite de 5 millions d'euros. Ces avances sont remboursables au plus tard avant la fin de l'exercice de leur attribution.

3. En matière d'aménagement et d'urbanisme :

3.1/ Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.

3.2/ Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines) et des crédits ouverts, le montant des offres de la Métropole à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes.

3.3/ Exercer, dans la limite du budget voté, au nom de la Métropole les droits de préemption urbain fixés par le code de l'urbanisme que la Métropole en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au 1. aliéna de l'article L. 213-3 de ce même Code.

3.4/ Prendre, dans la limite du budget voté, les décisions relatives au droit de délaissement exercé par un propriétaire sur le fondement des articles L.152-2, L.311-2 ou L.424-1 du Code de l'Urbanisme.

3.5/ Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté.

3.6/ Exercer au nom de la Métropole le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme et, le cas échéant, déléguer ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L.211-2 et L.213-3 de ce même code.

3.7/ Procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la construction, à l'aménagement, à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens métropolitains.

4. En matière de commande publique :

4.1/ Prendre toute décision, lorsque les crédits sont inscrits au budget, concernant la préparation, la passation, l'exécution, y compris la résiliation, et le règlement des marchés, des accords-cadres et de leurs marchés subséquents ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsqu'ils sont passés :

- selon une procédure adaptée à l'exception des procédures prévues à l'article R 2123-1, 3° du Code de la Commande Publique dont la valeur estimée est supérieure à 750 000.00 € HT ;
- sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article R 2122-1 et suivants du Code de la Commande Publique, à l'exception des marchés attribués à l'issue des procédures de concours.

Cette délégation concerne également les achats effectués auprès des centrales d'achat.

4.2/ Prendre toute décision concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés et accords-cadres conclus pour faire face à une urgence impérieuse, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

4.3/ Déclarer sans suite pour motif d'intérêt général les procédures de passation de marchés et accords-cadres y compris celles dont le lancement a été autorisé par l'assemblée délibérante.

4.4/ Désigner les membres des jurys de maîtrise d'œuvre, de conception-réalisation ou de marché global de performance et les personnalités qualifiées des jurys de concours.

4.5/ Décider du rejet des candidatures irrecevables et des offres (offres inacceptables, irrecevables, anormalement basses et non économiquement les plus avantageuses) déposées dans le cadre de procédures de passation de marchés et accords-cadres, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

4.6/ Prendre toute décision concernant les avenants aux marchés quel que soit leur mode de passation dès lors que ces avenants n'entraînent aucune augmentation du montant du marché ou une augmentation inférieure au seuil de 10% ou 15% mentionné à l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique.

5. En matière d'Administration Générale :

5.1/ Intenter au nom de la Métropole les actions en justice, défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, intervenir au nom de la Métropole dans les actions où elle y a intérêt.

Cette délégation recouvre l'ensemble des contentieux de la Métropole, en cours et à venir, et ce, devant toutes les juridictions de première instance, d'appel et de cassation. Cette délégation autorise le Président à déposer plainte, à se constituer partie civile au nom de la Métropole, à introduire toute requête en référé devant tous les ordres de juridiction et à exercer toutes les voies de recours (appel, cassation, opposition,...).

Cette délégation comprend également le pouvoir de se désister des actions susmentionnées.

Cette délégation autorise le Président à avoir recours à un avocat et à engager les frais afférents dans la limite des crédits ouverts.

5.2/ Engager au nom de la Métropole toute procédure visant au règlement alternatif de litiges, et défendre la Métropole dans de telles actions intentées vis-à-vis d'elle par un tiers.

Cette délégation comprend également le pouvoir de se désister des actions susmentionnées.

Cette délégation autorise le Président à avoir recours à un conseil et à engager les frais afférents dans la limite des crédits ouverts.

5.3/ Attribuer les mandats spéciaux aux élus.

5.4/ Fixer les rémunérations et régler les frais d'honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

5.5/ Régler les conséquences dommageables des sinistres dans lesquels est impliquée la Métropole, dans la limite de 10 000 euros par sinistre, y compris le remboursement des franchises, dans la limite des crédits ouverts.

5.6/ Accepter les indemnités de sinistre de la part des compagnies d'assurance.

5.7/ Accorder, dans la limite 23.000 € par an, par bénéficiaire et par action, les subventions et aides d'urgence, signer les conventions afférentes et leurs avenants, décider de leur résiliation. Cette délégation comprend l'octroi de prêts bonifiés dans le cadre du dispositif d'aide en faveur de l'accession sociale à la propriété.

5.8/ Présenter les demandes de financement et de subvention auprès de toute collectivité ou organisme pour les projets portés par la Métropole, y compris les appels à projets.

5.9/ Accepter les subventions et financements ne nécessitant pas la conclusion de conventions.

5.10/ Saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin qu'elle délivre un avis sur les projets mentionnés à l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

5.11/ Déposer la candidature de la Métropole aux appels à projet émanant de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région, du Département et de tout autre organisme.

5.12/ Souscrire les contrats d'abonnements en fourniture d'eau, de gaz, d'électricité et autres fournitures non stockables relatifs aux immeubles utilisés par la Métropole.

5.13/ Signer les conventions et actes relatifs à l'application de la redevance spéciale pour les déchets industriels banals assimilables aux ordures ménagères.

5.14/ Signer les conventions d'individualisation des compteurs d'eau pour les services assurés en régie et, d'une façon générale, attribuer les dégrèvements aux abonnés en cas de surconsommation accidentelle d'eau.

5.15/ Signer les conventions de cession de certificats d'économie d'énergie.

5.16/ Accorder l'exonération ou les dégrèvements de redevance d'assainissement.

5.17/ Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'Environnement.

5.18/ Donner un avis sur les dérogations dominicales conformément aux dispositions du Code du Travail.

5.19/ Procéder au dépôt de logo, de domaine et/ou de marque, signer les documents y afférents, décider et signer les conventions ayant pour objet l'utilisation de logos, marques et labels par un organisme extérieur.

5.20/ Signer les conventions de prêt d'œuvres.

Le Président pourra déléguer au directeur général des services, aux directeurs généraux adjoints des services, au directeur général des services techniques et aux responsables de service de la Métropole, la signature de certaines décisions prises dans des matières déléguées.

ARTICLE 2

DE CHARGER le Bureau, jusqu'à la fin de son mandat, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :

1. En matière patrimoniale et domaniale :

1.1/ Donner en location, mettre à disposition les biens meubles ou immeubles appartenant ou mis à disposition de la Métropole, pour une durée supérieure à 12 ans, et décider d'y mettre fin.

Les actes entrant dans le champ de la présente délégation peuvent revêtir un caractère unilatéral (autorisation d'occupation ou d'utilisation) ou conventionnel (contrat de mise à disposition, convention d'occupation temporaire, bail, etc.) et porter sur des biens du domaine public ou privé de la collectivité.

Les actes conclus sur la base de cette délégation peuvent être assortis de droits réels et/ou s'inscrire dans un régime légal d'ordre public (bail d'habitation, bail commercial, bail rural, etc.).

1.2/ Prendre en location tous bâtiments, locaux ou terrains pour une durée maximale de 12 ans et décider d'y mettre fin. Les actes conclus sur la base de cette délégation peuvent être assortis de droits réels ou s'inscrire dans un régime légal d'ordre public (bail d'habitation, bail commercial, bail rural, etc.).

Les actes conclus sur la base de la présente délégation peuvent prendre la forme de baux ou de conventions de toute nature ayant pour objet la mise à disposition de biens à titre onéreux ou gratuit.

1.3/ Décider de la réforme et/ou de la cession de gré à gré des biens mobiliers de plus de 20.000 euros.

1.4/ Consentir des dons de biens mobiliers dont la valeur unitaire est supérieure à 10.000 euros, dans un but d'intérêt général et notamment à des associations à but non lucratif ou d'autres collectivités publiques.

1.5/ Prendre toute décision de désaffectation et de déclassement des biens immobiliers de la Métropole appartenant à son domaine public.

1.6/ Réaliser, tout acte amiable d'acquisition, de cession, de rétrocession, d'échange immobilier pour le compte de la Métropole, y compris par adhésion à ordonnance d'expropriation, fixer les conditions financières de la cession des immeubles bâtis appartenant à la Métropole.

1.7/ Conclure tout acte de cession de biens relevant du domaine public, sans déclassement préalable, au profit de l'État, des collectivités locales et de leurs groupements ainsi que des établissements publics, conformément à l'article L. 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

1.8/ Conclure toute convention ayant pour objet l'établissement de servitudes au profit ou à la charge des parcelles appartenant ou mises à la disposition de la Métropole.

2. En matière financière :

2.1/ Accorder les aides économiques de la Métropole dans la limite de 200.000 € par an et par bénéficiaire et conclure les conventions afférentes.

2.2/ Prononcer l'annulation des titres de recettes.

2.3/ Effectuer des remises de dette de toute nature.

2.4/ Procéder au paiement des amendes.

2.5/ Approuver les garanties d'emprunts et leurs avenants dans la limite des crédits prévus au budget.

3. En matière d'aménagement et d'urbanisme :

3.1/ Décider de l'agrément des cessionnaires.

3.2/ Conclure les conventions de projet urbain partenarial.

4. En matière de commande publique :

4.1/ Prendre toute décision, lorsque les crédits sont inscrits au budget, concernant la préparation, la passation, l'exécution, y compris la résiliation, et le règlement :

4.1.1/ Des marchés passés :

- selon une procédure formalisée conformément aux articles L 2124-2, L 2124-3, et L 2124-4 du Code de la Commande Publique, quel que soit leur montant ;
- selon une procédure adaptée quand cette dernière est lancée conformément à l'article R 2123-1, 3° du Code de la Commande Publique et dont la valeur estimée est supérieure à 750 000.00 € HT.

4.1.2/ Des accords-cadres lorsque le montant de leur marché subséquent est supérieur au seuil défini par le Code de la Commande Publique pour les procédures formalisées.

4.1.3/ Des marchés passés avec le ou les lauréats d'un concours, conformément à l'article R 2122-6 du Code de la Commande Publique, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants dès lors que ces derniers entraînent une augmentation supérieure ou égale au seuil de 10 et 15% défini à l'article R2194-8 du code de la commande publique.

Cette délégation concerne également les achats effectués auprès des centrales d'achat.

4.2/ Conclure les conventions de groupement de commandes avec d'autres partenaires publics et/ou privés.

4.3/ Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, y compris la résiliation, des contrats de concession définis aux articles L1121-2 à L1121-4 du Code de la Commande Publique, à l'exclusion des délégations de service public.

4.4/ Passer les actes d'adhésion aux centrales d'achats, le cas échéant, signer les contrats d'adhésion.

5. En matière d'administration générale :

5.1/ Etablir et adopter les règlements intérieurs ainsi que les règlements d'utilisation (notamment des biens et équipements appartenant ou gérés par la Métropole), des différents services publics métropolitains non délégués.

5.2/ Délivrer l'avis de la Métropole lorsque celui-ci est requis par la loi ou la réglementation , notamment le Code de l'Urbanisme ou le Code de l'Environnement, sauf en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville.

5.3/ Régler les conséquences dommageables des sinistres de plus de 10 000 euros dans lesquels est impliquée la Métropole, y compris le remboursement des franchises dans la limite des crédits ouverts.

5.4/ Attribuer les subventions dans le cadre du budget voté dans la limite annuelle de 2,5 millions d'euros par an et par bénéficiaire et conclure les conventions d'objectifs afférentes et leurs avenants, décider de leur résiliation. Cette délégation comprend l'octroi de prêts bonifiés dans le cadre du dispositif d'aide en faveur de l'accession sociale à la propriété.

5.5/ Conclure les conventions transactionnelles dont le montant est inférieur ou égal à 500.000 €.

5.6/ Conclure les contrats et conventions relatifs aux subventions ou financements en numéraire ou en nature bénéficiant à la Métropole, y compris les contrats mécénat. Cette délégation autorise le Bureau à approuver les conventions de financement consécutives à un appel à projets européen, national ou régional auquel la Métropole a participé.

5.7 Conclure les conventions portant transfert de maîtrise d'ouvrage entre TPM et d'autres collectivités pour la réalisation de travaux quel que soit leur montant et leur durée. La présente délégation concerne à la fois les transferts de maîtrise d'ouvrage réalisés au bénéfice de TPM ou de l'autre collectivité.

Dans le cadre de cette délégation le Bureau approuve les conditions financières de la convention. Il est habilité à modifier et résilier lesdites conventions.

5.8/ Conclure les conventions de participation financière prévues à l'article L 300-5 III et L 311-4 du code de l'urbanisme dans le cadre des opérations d'aménagement, dans la limite de 7,5 millions d'euros HT par opération.

Le bureau est habilité à modifier et résilier lesdites conventions.

5.9/ Sous réserve des délégations spécifiques, prendre toutes les décisions concernant la conclusion, l'exécution, y compris la résiliation, et le règlement des contrats et conventions dont l'incidence financière en dépense n'excède pas 5 millions d'euros H.T., à l'exclusion des conventions ou contrats qui engagent financièrement la collectivité au-delà de trois exercices.

5.10/ Autoriser l'adhésion et le renouvellement d'adhésion aux associations ne nécessitant pas la désignation de représentants.

5.11/ Conclure les conventions d'acquisition de droits de propriété intellectuelle à titre gratuit ou onéreux.

5.12/ Décider de l'octroi de la protection fonctionnelle des élus.

5.13/ Adopter le règlement de jeux, de concours ou loterie publicitaire mis en œuvre par la Métropole.

ARTICLE 3

DE RENDRE COMPTE des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation du Conseil Métropolitain lors de chaque réunion du Conseil Métropolitain.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Philippe LEROY.



